
Revue d'Alsace

Revue d'Alsace**134 | 2008****Varia**

Dieu dans la ville. Les catholiques et la demande sociale urbaine en Allemagne et en France au XIX^e et au début du XX^e siècle

Catherine Maurer

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1423>

DOI : 10.4000/alsace.1423

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2008

Pagination : 335-343

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Catherine Maurer, « Dieu dans la ville. Les catholiques et la demande sociale urbaine en Allemagne et en France au XIX^e et au début du XX^e siècle », *Revue d'Alsace* [En ligne], 134 | 2008, mis en ligne le 20 octobre 2011, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/1423> ; DOI : 10.4000/alsace.1423

Tous droits réservés

Dieu dans la ville. Les catholiques et la demande sociale urbaine en Allemagne et en France au XIX^e et au début du XX^e siècle

Le dossier que j'ai présenté le 1er décembre 2007 à l'université Marc Bloch de Strasbourg en vue d'obtenir l'habilitation à diriger des recherches¹ comportait une étude en majeure partie inédite et intitulée « Dieu dans la ville. Les catholiques et la demande sociale urbaine en Allemagne et en France au XIX^e et au début du XX^e siècle ». C'est cette étude que je vais décrire ici. Elle s'inscrit dans la continuité de mes travaux antérieurs, en particulier la thèse de doctorat consacrée à la première des fédérations d'œuvres caritatives catholiques, la *Caritas* allemande fondée en 1897². Mais cette dernière rassemble et organise, elle n'agit pas directement sur le terrain : d'où le regret que j'ai eu, après avoir terminé cette recherche, de n'avoir pas abordé véritablement l'action d' « en-bas », *von unten*, en fait la plus visible aux yeux de tous. Celle-ci était désignée au XIX^e siècle par le terme de « charité » ou d' « œuvre de charité » ; on peut la rattacher aujourd'hui à la notion d'intervention sanitaire et sociale. Après la soutenance de thèse, rencontres et lectures me permettent d'acquérir une meilleure connaissance de l'histoire urbaine et je prends à nouveau conscience du fait, observé brièvement lors de ma recherche sur la *Caritas*, que la ville est le lieu d'élection des pratiques caritatives *spontanées* comme organisées et, plus largement, un lieu de cristallisation des groupes et des pratiques confessionnelles. Il apparaît en outre que la rencontre entre phénomène urbain contemporain et facteur confessionnel est restée longtemps un parent pauvre de l'historiographie, surtout à l'époque contemporaine, comme l'avait souligné le regretté Michel Lagrée dont les

1. Ce dossier intitulé « Pour une histoire sociale et culturelle du fait religieux en Allemagne et en France XIX^e-XX^e siècles » a été soutenu devant un jury composé de MM. Christian Baechler (directeur de recherches), Jacques-Olivier Boudon, Philippe Boutry, André Gueslin, François Igersheim et Hartmut Kaelble.

2. Catherine MAURER, *Le modèle allemand de la charité. La Caritas de Guillaume II à Hitler* Strasbourg, 1999. Voir aussi *id.*, *Caritas. Un siècle de charité organisée en Alsace 1903-2003*, Strasbourg, 2003.

travaux m'ont beaucoup inspirée³. Tout cela m'incite à aller examiner de plus près les réponses chrétiennes à la « demande sociale urbaine ».

Cet examen, je souhaite le mener dans un cadre comparatif explicite entre pratiques françaises et allemandes. Là encore il s'agit d'une préoccupation ancienne, mais que je n'ai pas encore appliquée à une étude d'aussi longue haleine. À l'instar (modestement) de Marc Bloch, il me semble en effet que la démarche comparative permet de dépasser l'horizon de l'histoire régionale, diocésaine ou nationale pour « dissiper le mirage des fausses causes locales »⁴ et mettre en partie à distance sa propre inscription nationale, grâce à la confrontation des objets de la comparaison, mais aussi au croisement des approches historiographiques. Loin de se limiter à la « chasse aux ressemblances »⁵ qui risquerait d'enfermer la recherche dans de fausses symétries, la démarche comparative doit au contraire mettre en valeur des spécificités liées à un lieu, une tradition ou un moment pour répondre à des problématiques récurrentes (dans notre cas par exemple la « cohésion » du milieu catholique et son rapport ambivalent à la modernité) et conduire à la formulation de nouvelles hypothèses explicatives. Dans le domaine de l'approche sociale et culturelle du fait religieux à l'époque contemporaine, elle a en outre été très peu utilisée, ce qui m'encourage encore davantage à y avoir recours. Je songe d'abord à comparer les milieux catholiques de deux villes, Strasbourg et Fribourg-en-Brisgau, avec une grille d'interrogation assez large. Puis la redécouverte des enquêtes sur les œuvres catholiques publiées pour plusieurs villes françaises, puis pour différents diocèses allemands entre 1880 et 1906, rencontrées lors de la réalisation de ma thèse mais non exploitées, m'amène à un autre projet : celui de comparer huit villes françaises (Angers, Elbeuf, Lyon, Nancy, Neuilly, Orléans, Rouen et Saint-Etienne), sept allemandes (Berlin, Bochum, Breslau, Cologne, Francfort, Königsberg et Wurzburg) et une « franco-allemande », Strasbourg. Toutes ces villes ont fait l'objet d'une enquête spécifique ou, dans le cas allemand, s'insèrent dans le cadre d'une enquête concernant le diocèse dans lequel elles sont implantées⁶. Je pense avoir recensé la totalité des enquêtes existantes et les ai toutes exploitées, à l'exception de celles concernant Lille, Bordeaux (pour des raisons pratiques) et Paris (par choix délibéré). La recherche à partir de ces sources imprimées a été complétée par des investigations en archives, centrées sur le cas de Strasbourg : archives municipales, archives départementales du Bas-Rhin, archives

3. Michel Lagrée, « Histoire religieuse, histoire culturelle », Jean-Pierre Rioux, Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle* Paris, 1996, p. 387-406, p. 396. Voir aussi Bruno Dumons, « Histoire sociale et histoire religieuse, deux sœurs ennemies ? Un essai de relecture historiographique pour la France contemporaine », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 86, juillet-décembre 2000, p. 561-572, et « Villes et ouvriers. Des territoires pour l'histoire sociale et religieuse de la France contemporaine », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 87, janvier-juin 2001, p. 111-131.

4. Voir Marc BLOCH, « Pour une histoire comparée des sociétés européennes », *Revue de Synthèse Historique*, déc. 1928, réédité dans *Mélanges Historiques*, vol. 1, Paris, 1963, p. 16-40, p. 27.

5. *Ibid.*

6. Dans le cas de Strasbourg, il s'agit de l'enquête réalisée par Paul Müller-Simonis, *Die kath. Wohltätigkeits-Anstalten u. Vereine sowie das kath.-soziale Vereinswesen in der Diözese Strassburg*. Hrsg v. Kath. Charitas-Sekretariate zu Straßburg, Strasbourg, 1899 (137 p.).

de la Fédération de charité du diocèse de Strasbourg et, pour les conférences strasbourgeoises de Saint-Vincent-de-Paul, archives du conseil national de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, conservées d'abord au siège de la Société à Paris, puis au Centre national des archives de l'Église de France à Issy-les-Moulineaux.

Les enjeux généraux de l'analyse tournent autour de la question fondamentale du rapport des catholiques à la modernité : dans quelle mesure les enquêtes sur les œuvres reprennent-elles à leur compte « l'image catholique de la société moderne comme un corps malade »⁷ ? Les pratiques qu'elles décrivent témoignent-elles d'un refus persistant ou d'une forme d'adaptation à cette modernité sociale à laquelle le discours dominant de l'Église invitait ses fidèles à tourner le dos ? Les acteurs que ces enquêtes mettent en valeur confirment-ils la figure du catholique rétrograde et peu entreprenant telle qu'elle a pu se diffuser, en schématisant, au sein d'une histoire sociale militante, influencée par le principe de laïcité en France, certains préjugés libéralo-protestants en Allemagne et une grille d'analyse issue du marxisme et du structuralisme dans les deux pays ? Autant de questions que le croisement des approches historiographiques, selon leur origine nationale mais aussi méthodologique, doit aider à résoudre, pour tenter de comprendre un « monde qui n'est pas tout à fait perdu », mais survit au contraire dans les mouvements caritatifs et, plus largement, les engagements dits humanitaires d'aujourd'hui.

Décrire l'action sanitaire et sociale dans les villes au XIX^e siècle : enquêtes et enquêteurs catholiques

La nature de mes sources principales m'invite d'abord à revenir sur une question qui m'avait déjà préoccupée lors de la réalisation de la thèse : celle de la constitution des savoirs. L'étude s'ouvre donc sur une réflexion sur la place et les caractéristiques des enquêtes catholiques au sein du mouvement inquisitorial propre au XIX^e siècle et sur une description raisonnée de « mes » enquêtes. Permettant, pour les plus riches d'entre elles, de saisir discours et pratiques, elles ont nécessité la mobilisation de plusieurs approches historiographiques : histoire des élites, histoire intellectuelle, histoire des savoirs. J'ai ainsi pu montrer qu'elles avaient une valeur de persuasion et de combat : persuasion auprès des fidèles, notamment les plus favorisés par la vie, de l'importance des œuvres et de la nécessité de leur accorder, sinon de la publicité – ce qui serait contraire à la lettre des *Évangiles* –, au moins une meilleure visibilité ; persuasion auprès des plus démunis de l'utilité et de la variété des

7. Denis Pelletier, « Les pratiques charitables françaises entre « histoire sociale » et « histoire religieuse ». Essai d'historiographie critique », Isabelle von Bueltzingsloewen et Denis Pelletier (dir.), *La charité en pratique. Chrétiens français et allemands sur le terrain social : XIX^e-XX^e siècles*, Strasbourg, 1999, p. 33-47, p. 35.

réalisations catholiques, ainsi que de la bonne volonté de leurs soutiens naturels, élites et notables ; combat ensuite contre la politique laïque des républicains en France et les séductions de la doctrine socialiste, surtout en Allemagne. En bref, en dehors de leur rôle purement utilitaire, ces enquêtes sont avant tout des manifestes idéologiques en faveur d'une vision catholique du monde. Mais en même temps, elles s'inscrivent bien dans le régime scientiste de l'« administration de la preuve » tel que le connaît le XIX^e siècle et relèvent donc d'un certain type de modernité intellectuelle, comme le confirme une étude précise de la personnalité de leurs auteurs, clercs lettrés ou représentants de la « bourgeoisie des talents ».

Cadre méthodologique et pesée globale

Le deuxième volet de l'étude présente la méthode définie pour exploiter les enquêtes. En effet, les conceptions et définitions utilisées par les auteurs du XIX^e siècle devaient évidemment servir de point de départ à l'étude, mais à condition d'être retravaillées pour pouvoir nourrir l'analyse. En particulier, la conception très large que les auteurs avaient de la « charité » a été resserrée autour de la notion d'action sanitaire et sociale et autour des principaux champs d'intervention qu'étaient l'aide à l'enfance, l'assistance aux jeunes filles ou le soin aux malades et aux infirmes. Les villes prises en compte font ensuite l'objet d'une brève présentation démographique et confessionnelle. Si l'échantillon retenu a un caractère limité et en partie aléatoire, des situations fort diverses ont pu être exploitées. Sur le plan démographique : une ville de 20 000 habitants comme Elbeuf côtoie une métropole de 2 millions d'habitants comme Berlin. Sur le plan des activités : des villes anciennes de services comme Strasbourg ou Cologne sont confrontées à des villes-champignon fondées sur le développement industriel comme Saint-Etienne ou Bochum. Enfin sur le plan confessionnel : des villes quasiment « monocolores » comme Angers la catholique ou Königsberg la protestante voisinent des cités pluri-confessionnelles comme Strasbourg ou Breslau. À partir des fiches de renseignement établies pour chacune des villes, une pesée globale des œuvres a été tentée, à la fois quantitative et chronologique. Pour l'ensemble du *corpus*, j'ai ainsi évalué le nombre de catholiques et le nombre d'œuvres, puis le rapport numérique existant entre les deux : une œuvre correspond en moyenne à 1477 catholiques dans les villes françaises, à 1777 dans les villes allemandes – 1583 à Strasbourg⁸. Cette première approche suggère des différences de comportement des catholiques selon les villes, avec un dynamisme plus ou moins marqué dans la création d'œuvres, sans qu'un facteur d'explication apparaisse comme véritablement déterminant. Puis je me suis intéressée pour chacun

8. Pour les graphiques figurant les valeurs correspondant au nombre de catholiques et au nombre d'œuvres dans chacune des villes, on voudra bien se reporter aux pages 68 et 70 du manuscrit encore inédit, ainsi qu'aux pages 68 à 81 du même manuscrit pour le détail des interprétations concernant l'ensemble des graphiques.

des deux pays à la chronologie des fondations. Celle-ci confirme que l'« œuvre de charité », dans le sens que nous lui avons donné, est bien un produit du XIX^e siècle et non de l'Ancien Régime, même s'il ne s'agit pas tout à fait du même XIX^e siècle en France et en Allemagne. En France, les créations s'échelonnent sur une période allant de 1811 aux années 1890⁹. Elles commencent timidement à la fin de l'Empire et sous la Restauration, puis se multiplient sous la monarchie de Juillet et surtout le Second Empire, jusqu'en 1860. Elles restent nombreuses sous la III^e République, jusqu'aux années 1890. En Allemagne, la concentration des fondations dans le temps est beaucoup plus nette. Les créations sont très isolées jusqu'en 1848, connaissent une première intensification dans les années 1850, puis une seconde, plus marquée, à partir du début des années 1880, en particulier dans la première moitié de la décennie 1890¹⁰. C'est ce que montrent les graphiques 1 (villes françaises) et 2 (villes allemandes).

Ils montrent également que la réactivité des créations d'œuvre est grande aux mesures de politique intérieure touchant aux cultes, mais aussi à des événements ou à des évolutions de portée plus large, comme les mouvements révolutionnaires ou les transformations économiques et sociales.

L'exploitation des sources ne pouvait cependant se réduire à cette étude globale, qui gomme individualités et originalités. Les enquêtes les premières m'invitaient à redécouvrir l'histoire de presque chacune des œuvres et celle de leur(s) fondateurs(trices).

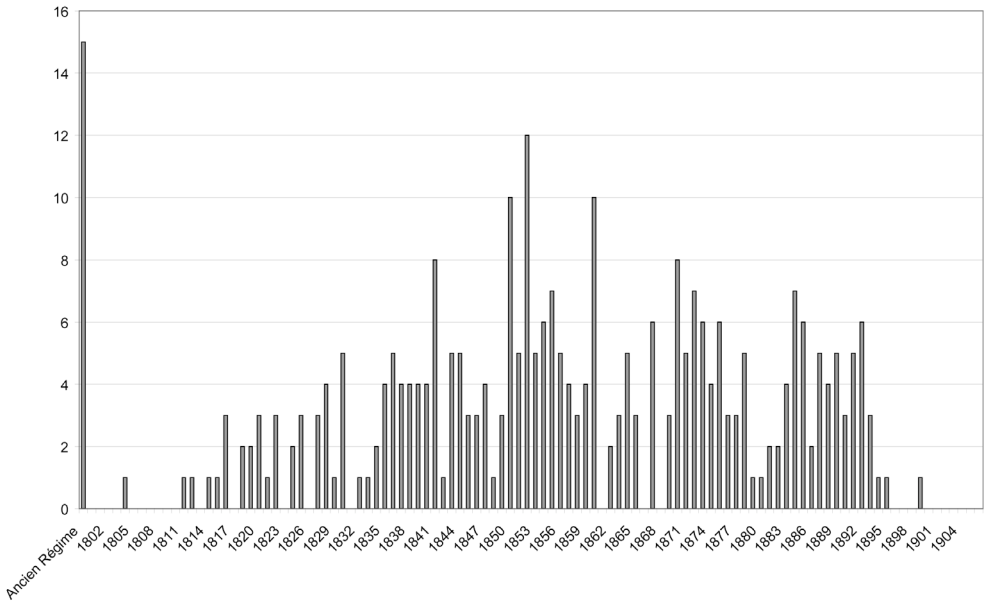
Naissance d'une « œuvre de charité »

La troisième partie de l'étude s'intéresse donc aux itinéraires de formation des œuvres, en esquisant une typologie de leurs fondateurs : élites laïques, prêtres diocésains et religieux congréganistes, parmi lesquels les femmes, notamment au sein des congrégations, jouent un rôle non négligeable à une époque qui ne les encourage pas à l'action publique. Ainsi s'illustrent à Strasbourg l'ecclésiastique Paul Müller-Simonis¹¹ ou Mercédès Zorn de Bulach, épouse de Hugo, secrétaire d'État membre du ministère administrant le *Reichsland* d'Alsace-Lorraine : cette dernière était engagée sur le terrain de la charité bien au-delà de ce que réclamait d'elle sa position publique. Outre ce qui touche à leur enracinement dans une foi spécifique, ces individus n'évoluent pas dans le vide : ils s'inscrivent souvent dans un réseau, aussi peu contraignant soit-il, mais qui leur facilite la tâche, sur le plan de la conception

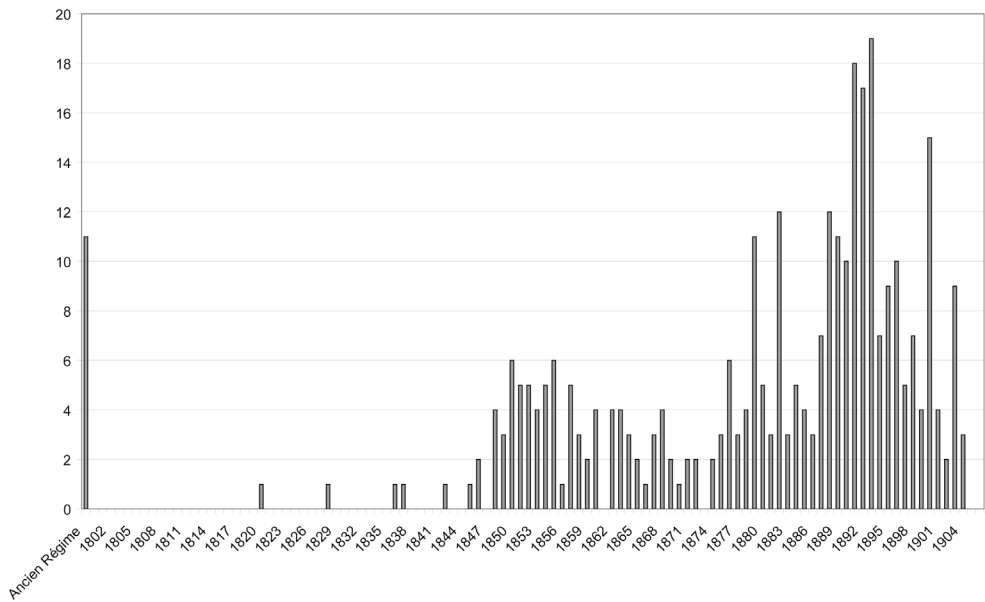
9. Seules deux enquêtes sur huit concernant les villes françaises sont publiées après la fin des années 1890 : celles concernant respectivement Lyon et Neuilly.

10. Cinq enquêtes allemandes sur sept ont été publiées après 1899.

11. Voir Catherine MAURER, « L'élite ecclésiastique au service de la cause caritative : Paul Müller-Simonis », Christian SORREL, *L'engagement social des croyants : lignes de force, expériences européennes, itinéraires alsaciens*, Strasbourg, 2004, p. 271-283.



Graphique 1 : Evolution de la création d'œuvre dans les villes françaises, de l'Ancien Régime à 1905



Graphique 2 : Évolution de la création d'œuvre dans les villes allemandes, de l'Ancien Régime à 1906

comme sur celui du financement. C'est ici, me semble-t-il, que l'approche multicentrique et comparative porte véritablement ses fruits : elle permet de repérer des connections là où la source monographique ne voyait que singularité. L'idée de la création même ne surgit pas *ex nihilo* : elle correspond aussi à différents types d'incitation, spirituelle certes, mais venue également d'intervenants ou d'interventions « profanes » comme la puissance publique, la concurrence confessionnelle ou les conflits internes. Dans ce dernier cas, la naissance de deux nouvelles associations à partir de la scission difficile de la filiale strasbourgeoise de l'Association catholique d'assistance pour jeunes filles, femmes et enfants – *Katholischer Fürsorgeverein für Mädchen, Frauen und Kinder* – au début des années 1910 constitue un exemple éclairant.

Que font les œuvres ?

Le quatrième volet aborde ce qui a été l'une des principales motivations de la recherche : le travail des œuvres proprement dit. Il touche aux interrogations non seulement de l'histoire religieuse, de la pauvreté et de l'action sanitaire et sociale, mais aussi de l'éducation et des genres. La prolifération des œuvres est en effet indiscutable, mais en même temps indissociable d'un processus de différenciation et de spécialisation. Et on peut dire que la grande plasticité des créations tient compte de l'héritage de la tradition caritative chrétienne, mais répond également aux nouveaux besoins sociaux nés de la Révolution industrielle : aide aux enfants abandonnés, mais aussi à ceux dont les mères exercent une activité professionnelle ; attention à la préservation morale et spirituelle des jeunes filles, mais aussi accompagnement de celles qui entrent dans le monde du travail ; soin aux malades, mais en relation avec l'esprit du temps et les évolutions qu'il entraîne, comme la spécialisation des soins. Si les objectifs d'évangélisation restent primordiaux, ils n'empêchent pas certains accommodements tels que la prise en charge des jeunes filles enceintes, qui ont pourtant commis le « péché de chair » fort répréhensible aux yeux des catholiques, et, surtout, ces objectifs ne sont pas exclusifs d'autres préoccupations, comme le souci hygiéniste. Et cela quelles que soient les spécificités nationales, comme la réticence allemande à confier des nourrissons à des mains étrangères, une plus grande capacité d'innovation dans la prise en charge des jeunes filles migrantes ou « en danger » – sous la houlette de Müller-Simonis, les Strasbourgeois s'y distinguent particulièrement – ou encore, toujours outre-Vosges, la présence beaucoup plus marquée d'hôpitaux entièrement confessionnels.

Concurrence ou collaboration ? Action sanitaire et sociale catholique et politiques municipales d'assistance

Le cinquième et dernier chapitre de la recherche observe la rencontre de l'action caritative catholique avec d'autres logiques d'intervention, celles des politiques municipales d'assistance. Pour un domaine étroitement délimité mais sensible à la question confessionnelle, ce chapitre permet de réexaminer l'influence du facteur religieux dans les gouvernements urbains et ainsi de tenter de répondre aux vœux formulés par certains historiens, notamment anglo-saxons¹². Mais au-delà du seul cas confessionnel, il offre la possibilité de revenir sur les étapes de l'émergence d'un véritable secteur « privé » face à l'affirmation de l'intervention « publique », des catégories qui s'affirment dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Sous sa forme catholique, ce secteur privé commence à s'organiser au moment où s'affirme l'interventionnisme des municipalités. C'est le cas à Strasbourg, avec la fondation dès 1898 par Paul Müller-Simonis de l'« Union de charité » de la ville ou *Katholischer Charitasverband für die Stadt Straßburg* qui se propose de rassembler des informations sur les œuvres et les personnes indigentes et de fédérer les œuvres caritatives catholiques, au moment où l'administration municipale met en place une centrale générale d'information sur les œuvres.

Ces tentatives de structuration se font d'autant plus que, comme l'école, l'assistance devient, en France comme en Allemagne, un terrain de débats et d'affrontements politiques et idéologiques : au milieu de ces turbulences, les catholiques souhaitent garder leur place. Si frictions et conflits sont incontestables, et j'en donne plusieurs exemples, il me semble cependant que, y compris dans la France de la République laïque, ces conflits sont à relativiser et que, dans les relations entre assistance publique et bienfaisance privée, c'est plutôt la collaboration qui l'emporte sur la concurrence. De ce fait, l'union sacrée à laquelle participent les œuvres en 1914 apparaît moins comme une rupture que comme la poursuite, sur une plus grande échelle, de pratiques déjà en vigueur. En effet, les instances publiques n'avaient pas les moyens humains et financiers de s'imposer sur tous les fronts (école, assistance, influence politique...) et ont donc dû arbitrer entre les impératifs idéologiques, les besoins des populations et les nécessités de l'administration.

La conclusion de l'étude revient d'abord sur les choix méthodologiques qui ont été les miens. La comparaison entre deux pays a parfois été lourde à manier, mais elle a permis de mieux montrer la circulation des modèles et les résistances à cette circulation. Tout en ne gommant pas les différences, elle a contribué à effriter un peu

12. Voir notamment William B. COHEN, *Urban Government and the Rise of the French City. Five Municipalities in the Nineteenth Century*, New York, 1998, p. 121-124 et 202-206, et Timothy B. Smith, « Republicans, Catholics and Social Reform : Lyon (1870-1920) », *French History*, 12, n° 3, 1998, p. 246-275.

plus la notion générique de modèle « national » de société, en mettant en évidence le fait que le caractère international du catholicisme a eu des effets très concrets sur la convergence de certaines pratiques de part et d'autre du Rhin et favorisé ainsi certaines synergies. En ce sens, la comparaison a joué le rôle d'instrument de distanciation que l'on attendait d'elle, même si elle a conduit sans doute, ici ou là, à certaines simplifications. Le cadre urbain choisi dès l'origine semble aussi avoir eu sur le phénomène caritatif l'effet de loupe que l'on en escomptait et a donné la possibilité de mieux saisir les manifestations de concurrence entre acteurs de terrain. Quant à la question des relations entre pratiques caritatives et rapport que les catholiques entretiennent avec la modernité, il est d'abord indéniable que les œuvres et les enquêtes qui les décrivent reprennent bien à leur compte l'image de la société moderne « comme un corps malade » : ce sont peut-être les commentaires allemands sur les crèches et les salles d'asile qui le montrent le plus clairement, mais cette représentation est bien à l'arrière-plan de toutes les créations d'œuvres. Ce constat pessimiste ne paralyse cependant pas l'action, au contraire, et c'est là sans doute que les adversaires du catholicisme, sciemment ou non, s'y sont le plus mépris : au-delà d'un certain type de discours négatif, les catholiques s'engagent et tentent de trouver des réponses à plusieurs aspects de la modernité sociale. Ils ne sont pas toujours créateurs des formes d'intervention qu'ils utilisent, mais hésitent peu, voire pas du tout, à investir les innovations lancées par d'autres, y compris protestants : salles d'asile ou action internationale en faveur des jeunes filles par exemple. Présents sur le terrain social, ils sont des interlocuteurs incontournables de l'assistance municipale et participent donc inévitablement de sa modernisation et du débat qui accompagne cette modernisation. Au total, et pour m'inscrire (modestement) dans les pas d'Urs Altermatt et de Michel Lagrée¹³, il me paraît évident que la nature a priori non moderne, voire anti-moderne de l'« œuvre de charité », inscrit pourtant pleinement le catholique qui la pratique dans la modernité qui l'environne, parce qu'elle l'oblige à réagir à des défis qui menacent sa propre survie comme *homo religiosus*.

13. Voir notamment Michel LAGRÉE, « Durkheim, Weber et Troeltsch, un siècle après », *id.*, *Religion et modernité. France, XIX^e-XX^e siècles*, Rennes, 2002, p. 51-61.